

Retour sur la soirée-débat du 23 mai 2013, organisée par le CCFD-Terre solidaire : « **Demain 9 milliards d'habitants : quelle agriculture ? Quelle alimentation ?** », animée par Maureen Jorand, chargée de plaidoyer pour la souveraineté alimentaire.



La lutte contre la faim est la mission fondamentale du CCFD-Terre solidaire depuis sa création, il y a 52 ans, et en 2013, **la faim est toujours ce fléau qui touche 1 personne sur 7 dans le monde et constitue le premier risque sanitaire mondial.**

Pourquoi ? Et comment éliminer la faim ? Maureen a répondu à ces questions dans un exposé dense et très documenté, devant un auditoire de 120 à 130 personnes. En voici un résumé.

### **1- L'insécurité alimentaire dans le monde**

En 2012, selon les chiffres de la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), 870 millions de personnes souffraient de la faim et 5 millions en sont mortes. La faim concerne aussi les pays du Nord où vingt millions d'européens sont touchés, mais plus des 2/3 des personnes en insuffisance alimentaire sont des petits paysans du Sud, un paradoxe que l'on comprendra plus loin.

La **souveraineté alimentaire** (c'est à dire, la capacité d'un état à produire l'alimentation destinée à sa population) est bien le défi du XXI e siècle. La lutte contre la faim est dans le débat international (G8-G20), mais les actes ne suivent pas.

Les **acteurs** sur la scène de la faim sont multiples :

- organisations internationales : FAO, FIDA (Fond International pour le Développement Agricole), PAM (Programme Alimentaire Mondial) qui coordonnent le Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale, qui réunit les 173 États membres de l'ONU tous les mois d'octobre,
- États : du Sud et du Nord (via l'aide publique au développement (APD) qui reste de l'ordre de 0,4 à 0,5 % du PIB pour les pays européens)
- société civile, dont les ONG,
- organisations paysannes,
- centres de recherche (INRA en France),
- entreprises multinationales de l'agro-industrie.
- Banques et fonds d'investissement sont aussi, depuis 2008, sur l'échiquier de l'alimentation.

## ***2- Pour le CCFD-Terre solidaire, la faim n'est pas une fatalité, c'est un scandale !***

Les causes structurelles majeures de la faim sont : le désinvestissement public, l'accaparement des terres et des ressources, la volatilité des prix agricoles et la financiarisation des ressources.

- Au Nord comme au Sud, on assiste à **désinvestissement public** dans l'agriculture. Ainsi, la Mauritanie, autrefois autonome, a délaissé ce secteur depuis 20 ans : aujourd'hui, elle doit importer 80% de la nourriture, à un coût soumis à l'extrême volatilité des prix agricoles. La part de l'APD des pays du Nord, consacrée à l'agriculture ne cesse de décroître depuis 30 ans (une proportion divisée par quatre). Les investissements agricoles au Sud, sont laissés aux entreprises multinationales de l'agro-industrie (Monsanto, Cargill, Compagnie fruitière...). Au nom du « développement », elles mettent en œuvre des projets de cultures très mécanisées, nécessitant beaucoup d'intrants et d'eau (d'où rareté et pollution des eaux) et destinées principalement à l'exportation. Les paysans deviennent des ouvriers agricoles pauvres ou contraints à l'exode vers les grandes villes. Dans tous les cas, les impacts de ces investissements sont fortement négatifs pour les populations et vont à l'encontre du véritable développement : que ce soit au niveau économique, social, culturel (perte de savoir-faire, de la diversité des semences) ou environnemental.

Le CCFD-Terre solidaire a produit une série de sept reportages qui illustrent les mécanismes de la faim ; parmi ceux-ci « *Ruée sur les terres irrigables de l'Office du Niger* » tourné au Mali, est visible à partir du lien :

<http://ccfd-terresolidaire.org/infos/souverainete/accaparement-des-terres/terres/un-tour-du-monde-pays/mali-ruée-sur-les-3529monde-pays/mali-ruée-sur-les-3529>

- Les **accaparements des terres et des ressources naturelles** sont en croissance depuis 2000 : les chiffres, de 50 millions à 300 millions d'hectares, sont sous-estimés tant ces transactions sont opaques. L'Afrique est le premier continent d'accaparement de terres. Ces accaparements portent atteintes aux droits humains fondamentaux des populations, qui sont déplacées, paupérisées, marginalisées.

Depuis 2007-08, ils sont le fait :

- d'États (pays du Moyen Orient, Chine...pour assurer leur propre sécurité alimentaire),
- d'investisseurs sur les marchés mondiaux libéralisés qui contrôlent toute la chaîne de production agricole et cherchent une rentabilité à vie,
- mais aussi d'élites locales.

Dans les 83 pays les plus pauvres de la planète, 3% des propriétaires contrôlent 80% de la terre.

- **Produire pour manger ou pour les marchés ?**

Depuis la crise de 2007-2008, les investisseurs financiers – banques, fonds d'investissements, entreprises non liées au monde agricole - se sont emparés des marchés agricoles. Sur la Bourse de Chicago, en 10 ans, le nombre d'intervenants a été multiplié par 100 ! Comme les marchés ne sont pas régulés (les autorités de marché n'ont pas de réel pouvoir) et que les stocks, qui permettraient de lisser les prix, sont inexistantes, la spéculation est sans limite et la volatilité des prix est extrême. Cette instabilité des prix fragilise les paysans et fait obstacle à leurs projets de développement agricole. Point positif : depuis 2011, les états commencent à réagir et investissent pour mettre en place des stocks (riz, blé).

Les politiques décidées au Nord ont des impacts négatifs forts sur l'accès à la terre et sur les prix des produits agricoles :

- les pays occidentaux, dont la France, ont fait le choix **d'importer des agrocarburants** produits à partir de maïs, canne à sucre, jatropha avec un objectif d'incorporation de 10 % dans les carburants d'ici 2020. Autant de terres détournées de la production alimentaire. Il y a 10 ans, la totalité de la production de maïs servait à l'alimentation, aujourd'hui aux Etats-Unis 40% du maïs produit est transformé en agrocarburant, d'où insuffisance alimentaire et hausse des prix qui ne connaît pas de frontière ! (la « crise de la tortilla » au Mexique en est une conséquence).
- Les projets industriels (exemple de Michelin dans l'état de Tamil Nadu en Inde), les projets extractifs (Amérique latine), de production d'énergie (barrages, pipe-line...), l'implantation de route, la privatisation de forêts (marché du carbone) sont, pour les populations locales, des obstacles à l'accès à la terre et aux ressources.
- La production de viande dans nos pays occidentaux est totalement dépendante à-de l'importation de soja d'Amérique latine. La culture du soja est une cause importante de déforestation et donc de perte d'accès aux ressources. Au Mato Grosso (Brésil), le soja est devenu la plus forte monnaie locale !

Cette multitude de facteurs maintient la faim à un niveau constant : le nombre de personnes en insuffisance alimentaire oscille entre 900 millions et 1 milliard, car si la situation s'améliore en Asie, elle s'aggrave en Afrique. La FAO elle-même estime que ce chiffre est sous-estimé.

### **3 - Quelles perspectives ?**

Le défi de nourrir 9 milliards de personnes en 2050 est réalisable.

*« Ce n'est pas tant le niveau de production qui pose problème mais la question de **l'accès à l'alimentation**, les **déséquilibres** entre les régions et **les dérégulations** qui ne permettent plus aux pays de protéger leur développement agricole ».*

Il nous faut revoir notre modèle agricole dominant, ainsi que les modes d'échanges. Par exemple, les famines au Sahel, au Mali qui ont sévi ces dernières années auraient été évitées par des échanges avec les régions voisines excédentaires, mais de tels marchés sont interdits par les accords de libre-échange.

**L'agriculture familiale agroécologique** est la solution proposée aussi bien par des chercheurs que par le rapporteur des Nations unies sur le droit à l'alimentation.

L'agroécologie met en œuvre des modèles différents suivant les territoires, les sols, les climats et elle utilise les semences traditionnelles adaptées au terroir et les savoir-faire traditionnels. Elle permet de relever le défi de la sécurité alimentaire, le défi de l'emploi (indépendance paysanne), le défi de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, elle assure une gestion durable des ressources, de l'environnement (eau, sol) et des territoires.

Pour changer de modèle, il est nécessaire de prendre les bonnes décisions politiques :

- instaurer des règles sur les marchés internationaux, pour empêcher les achats ou ventes massives de production,
- protéger les marchés locaux des agriculteurs du Sud,
- instaurer des règles en faveur des agricultures paysannes qui ne peuvent soutenir la concurrence des entreprises agro-industrielles bénéficiant de conditions spéciales (absence de taxes, d'impôts, crédits pour les grands investissements).
- au Nord, mettre en cohérence paroles et actes : ainsi, la Nouvelle Alliance, coordonnée par le G8, a pour objectif de sortir 50 millions d'Africains de la faim d'ici 2020, dans six pays. Bel objectif ! Mais les critères font la part belle à la sécurisation du foncier pour les investisseurs, la facilité des échanges et aucun critère ne prend en compte le taux de malnutrition, ni l'accès des paysans à la terre ! Donc, des projets qui vont à contre-sens du progrès pour les populations.

Il faut mettre en œuvre des engagements internationaux actuellement en discussion, tels que :

- 1) les directives basées sur les droits de l'homme, sur le droit à l'alimentation, sur les droits coutumiers ( par exemple reconnaître l'usage collectif des terres en Afrique et Amérique latine),
- 2) la consultation des populations en préalable à la réalisation d'un projet.
- 3) l'arrêt des politiques de soutien aux agrocarburants.

#### ***4 - A nous d'agir en tant que citoyens !***

Il nous faut :

- penser local et multiples : encourager les circuits courts, les marchés locaux.
- s'informer, se mobiliser.
- regarder les étiquettes : choisir les produits en cohérence avec nos convictions éthiques. Nos achats ont une influence sur les produits mis en vente. Un exemple : des campagnes contre l'huile de palme, dont la culture entraîne une déforestation massive, ont été menées en 2008 – 2010. Sous la pression des consommateurs vigilants, les marques commercialisent maintenant des produits « sans huile de palme ».
- porter un plaidoyer pour des décisions politiques qui vont dans le bon sens. Le plaidoyer a montré son efficacité dans la lutte contre les paradis fiscaux. Mettons-le en pratique auprès de nos députés et principalement auprès des 77 députés qui ont signé le « Pacte pour une Terre solidaire » en 2012. C'est à chacun de nous de participer à la décision publique pour relever le défi de l'alimentation pour tous.